

«Le vent se lève et les nuages s'amoncellent»

Il devient de plus en plus difficile de trouver le fil directeur de la politique chinoise, tant intérieure qu'étrangère. Au regard des droits de l'homme, des données contradictoires s'accumulent, d'un problème à l'autre.

Après avoir chassé les notables corrompus du parti, les paysans de Wukan (Guangdong) ont désigné librement leurs représentants le 11 février, montrant qu'ils comprennent très bien la démocratie et le suffrage universel, ces «idées corruptrices instillées par l'Occident». De telles insurrections rurales, souvent situées dans des régions éloignées, jettent une lumière crue sur un des procédés de la croissance chinoise : la transmutation quasi alchimique d'une terre arable qui ne vaut pas plus que son indemnisation dérisoire en un terrain industriel de prix décuplé, grâce à l'intermédiation d'une municipalité qui se sert au passage.

De l'autre côté, une question angoissante : celle de la survie de l'avocat Gao Zhisheng, depuis août 2006 aux mains de la police. Cette dernière dit, au fil des années, tantôt qu'il a disparu, tantôt qu'il est «là où il doit être», tantôt qu'il est de nouveau incarcéré, mais quand son frère, en janvier 2012, se rend avec la famille dans cette prison reculée du Xinjiang, Gao ne s'y trouve pas («il est parti en rééducation» ; «il ne veut pas vous voir»). Ses amis s'interrogent : le très bref appel téléphonique par lequel il aurait donné signe de vie en mars 2010 ne serait-il pas un faux, une mise en scène policière ? La police bafouille ou se tait sur le sort de cet avocat brillant, qu'elle a battu et torturé, peut-être à mort.

Les affaires internationales mettent la Chine sous pression car les tensions de la Mer de Chine affectent les relations avec les États-Unis, cœur de la diplomatie chinoise. Les petits pays de la région ne souhaitent pas affronter directement la grande puissance régionale. L'ouverture d'un dialogue stratégique américano-philippin irrite Beijing et justifie des sanctions : «La Chine doit réduire ses liens économiques avec les Philippines et leur battre froid pour une longue période... Elle doit user de son influence pour presser

les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est de restreindre leur coopération avec les sociétés philippines.» (Global Times, 29 janvier). Le courant des faucons demandent aussi l'envoi de navires de guerre vers les îles Diaoyutai, disputées aux Japonais, parce que manquer là de fermeté ne pourrait qu'encourager les pays de la Mer méridionale à réaffirmer leurs prétentions.

Le régime ne souffre pas qu'on le suspecte d'expansionnisme et de volonté de puissance. Mais une nouvelle course aux armements s'est ouverte en Asie orientale. Il s'agit de contrer la croissance militaire de la Chine qui porte déjà son budget au deuxième rang mondial, très loin devant celui de ses voisins.

Une autre source d'interrogation, c'est le projet de construire avec la Russie une Union eurasiennne (Global Times, 29 janvier). En surface et en population, elle pourrait faire pièce à l'O.T.A.N.. Déjà les deux diplomaties ont marqué leurs convergences lors du printemps arabe de 2011 ; et aujourd'hui par les vetos concertés sur la Syrie au Conseil de Sécurité de l'O.N.U.. On ignore jusqu'où les deux pays peuvent aller, au delà de la surveillance et de la stabilisation de la situation en Asie centrale. Car la Russie n'est pas rassurée sur la fiabilité de son alliée ; elle craint que tout en affichant l'alliance, la Chine ne donne en fin de compte la priorité à son dialogue avec l'Amérique.

Les relations sino-américaines sont en effet bien étranges. Le côté chinois y mêle protestations d'amitié et insultes. Beijing recherche un partenariat privilégié, y compris militaire, avec la première puissance du monde ; il prend en tout pour référence son niveau technologique et cherche à en copier les brevets ; il en achète la dette ; quant aux notables – dont le futur chef d'État Xi Jinping –, ils envoient, s'ils le peuvent, leurs enfants étudier dans les universités américaines et placent leurs capitaux sur des marchés qui leur semblent sûrs. Mais en même temps, la presse traite de tous les noms Mme Clinton lorsqu'elle s'occupe de la Méditerranée et du Proche-Orient, qualifie le printemps arabe d'échec patent pour Washington et présente le régime américain comme un vieillard au

bout du rouleau. Ces contradictions prennent parfois un tour comique et embarrassant, comme le 6 février dernier, lorsque Wang Lijun, bras droit du puissant secrétaire du parti de Chongqing, a tenté pour d'obscures raisons de fuir précipitamment aux États-Unis, en se réfugiant dans leur consulat de Chengdu (Sichuan), aussitôt encerclé par la police.

Au milieu de ces turbulences, la Chine se présente devant sa population comme une force stabilisatrice sans égale, pour assurer la paix du monde. «C'est réellement une grande bénédiction qu'il existe dans le monde d'aujourd'hui une puissance à la volonté ferme, attachée à ses principes, qui ne sert pas ses propres intérêts, aussi honnête que franche.» (Quotidien du peuple, 27 février). Pour les éloges comme pour les flatteries, on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

SUR LA DIFFICULTÉ DE PARLER DES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

(quelques mots d'explication ou d'excuse) :

Les drames, trop nombreux, contraignent à une cruelle sélection. Un militant détenu quelques jours par la police ? C'est trop banal, pas un mot dans le bulletin. Une catastrophe minière qui fait moins de dix morts ? On n'en parle pas. Une manifestation avec moins de cinq cents personnes ? On l'oublie. Un prisonnier laissé sans soin dans sa cellule et qui risque de mourir bientôt ? C'est trop peu. Un détenu frappé par ses gardiens ou torturé ? Trop fréquent : il n'y a pas la place. Moins de cinq cents paysans qui crient parce qu'on a volé leurs terres ? C'est le lot quotidien, laissons cela de côté.

Ce dont nous parlons, ce n'est pas même le dessus émergé de l'iceberg : il y en a bien plus que le décuple en dessous : cinq cents par jour, 180.000 par an, de source officielle¹. Nous nous limitons aux incidents les plus marquants, pour ne pas fatiguer le lecteur et encore sans être certain d'y parvenir.

S'il survenait ailleurs, le plus minime des cas oubliés de Chine pourrait devenir une affaire d'État. Mais pour la plupart des gouvernements d'Europe, faire la lumière sur les innombrables tragédies chinoises n'est ni urgent, ni nécessaire, ni, surtout, payant. (Voir l'encadré en fin de bulletin sur le dialogue Europe-Chine).

¹ Chiffre avancé le 8 février par Niu Wenyan, membre du Comité Consultatif poli-tique national, lors d'une réunion du comité municipal du parti à Guangzhou. (Xinkuai Bao, 9 février)

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.....	4
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse	4
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.	6
Condition ouvrière. Conflits du travail	6
Conflits de masse. Condition paysanne. Évictions foncières.....	7
Minorités ethniques	8
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
Informations diverses	9
Sortie de deux films chinois de Wang Bing	10
Exposition de photos de Ai Weiwei.....	11
Encore une fois sur le dialogue Europe-Chine	11
Bibliographie	12
Sources d'information	12
Appel à coopération bénévole du groupe Chine	12

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 26 fév.** **Condamnation à deux ans de camp de rééducation d'un cybernaute du Hebei** qui avait parlé d'un cas de syndrome respiratoire aigu (SRAS) dans un hôpital militaire de Baoding, alors qu'il ne s'agissait que d'«une affection respiratoire causée par un adenovirus de type 55». La pneumonie atypique SRAS, plus grave, doit être signalée aux autorités. (*South China Morning Post*, 28 février)
- 21 fév.** **Fermeture de 7.846 sites de l'Internet, engagés dans des activités commerciales « illicites ».** Le ministère de la Sécurité publique a effacé 1,2 million de messages et sanctionné 1.075 fournisseurs d'accès. Il a démantelé quatre vingt-treize groupes criminels. Les activités délictueuses concerneraient des ventes d'armes ou de produits toxiques ainsi que des équipements destinés à capter les messages électroniques. (*Xinhua*, 21 février)
- 19 fév.** **Des agents de sécurité ont attaqué un journaliste qui couvrait des protestations dans le centre de Beijing (Wanggujing),** ils l'ont frappé au visage et ont confisqué son matériel. (*R.S.F.*, 23 février)
- 15 fév.** **Venu enquêter sur des réquisitions de terrains à Panhe, dans le district de Cangnan (Zhejiang), le journaliste hollandais Remko Tanis a été entouré par un groupe d'individus** en costume civil et frappé à tour de rôle par une vingtaine d'entre eux. Ils ont vidé sa caméra et saisi ses notes et ses documents. Puis ils s'en sont pris aux villageois que le journaliste venait de questionner. Les villageois manifestent au sujet des indemnités proposées après réquisition de leurs sites d'aquaculture. Deux journalistes de France 24, Baptiste Fallevoz et son assistant Jack Zhang, ont subi une attaque semblable. (*R.S.F.*, 23 février ; *Radio Netherland*, 16 février ; *Xinhua*, 6 février)
- 7 fév.** **Les utilisateurs pékinois de Weibo, le Twitter chinois, qui n'auront pas été enregistrés le 16 mars, ne pourront émettre sur le réseau.** Ils pourront toutefois lire les messages qui leur seront envoyés. Depuis le premier janvier, les nouveaux utilisateurs devaient s'inscrire sous une identité véritable. D'autres villes comme Shanghai, Guangzhou et Shenzhen ont pris de semblables mesures. (*China Radio International*, 7 février)
- Sept 2010.** **Arrestation des trois historiens** Liu Jiaping, Yu Junyi (tous deux de Shaoyang au Hunan) et Jin Andi (de Xi'an au Shaanxi) pour «incitation à la subversion». Ils ont été condamnés respectivement à 10, 5 et 8 ans de prison par un tribunal de Beijing en mai 2011. Les familles n'ont appris les condamnations que récemment, lors de la remise en liberté de Yu Junyi. (*Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie*, 8 février)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 24 fév.** **Aux termes d'un accord passé avec la Corée du Nord, la Chine considère que tout Nord-Coréen quittant son territoire est un migrant pour raison économique** et qu'il ne peut à ce titre prétendre au traitement de réfugié politique. Trente-quatre fuyards qui avaient passé la frontière le mois dernier risquent un rapatriement forcé et de sévères sanctions, voire la peine capitale. Selon l'Association sud-coréenne des droits de l'homme pour les réfugiés du Nord, la Chine renverrait chaque année quatre à cinq mille Nord-Coréens vers leur territoire d'origine. Une députée sud-coréenne a entamé une grève de la faim à Séoul devant l'ambassade de Chine. Une pétition d'Amnesty International, allant dans le même sens, a recueilli 5.521 signatures. Pour sa part, Pyongyang nie l'existence de fuites vers l'étranger ; le problème «résulte des efforts menés par les forces hostiles pour leurrer et enlever notre

peuple.» (*Yonhap*, 24 février ; *Chosun Ilbo*, 21 février)

21-22-23 fév. La police de Hangzhou (Zhejiang) a convoqué pour interrogatoire plusieurs membres du Parti Démocrate, organisation interdite, sans doute à des fins d'intimidation. Elle a perquisitionné au domicile de certains d'entre eux et saisi des documents et des ordinateurs. Plusieurs d'entre eux avaient rédigé des amendements à la loi sur la nationalité et se proposaient de les adresser à l'Assemblée nationale ; les nouveaux textes permettraient d'accorder la double nationalité aux Chinois d'outremer. (*C.H.R.D.*, 23 février)

20 fév. La pétitionnaire du Yunnan Li Zhongying doit rester vingt et un mois en camp de rééducation pour «trouble au déroulement du travail». En 1994, une opération imposée par les services du planning familial l'avait laissée handicapée. Elle se battait depuis pour obtenir une indemnisation et un changement dans les pratiques du planning familial. (*Human Rights Campaign in China*, 20 février)

20 fév. Mise en accusation pour «suspicion de fraude» de Wang Xile, un militant de Suzhou (Anhui), détenu depuis septembre 2011. Des ouvriers d'une usine de machines agricoles qu'il avait aidés dans la rédaction d'une requête, auraient collecté une somme de 1.100 euros afin de l'aider dans sa lutte contre la corruption. Wang Xile aurait refusé le don et retourné la somme. L'aide bénévole qu'il apporte depuis longtemps à ceux qui se plaignent du pouvoir irrite les autorités. (*C.H.R.D.*, 20 février)

18 fév. L'état de santé du juriste aveugle Chen Guangcheng et de sa famille est de plus en plus inquiétant, aux dires d'un de ses anciens gardes chargés de son assignation à résidence et qui a gardé l'anonymat. Chen pourrait à peine tenir sur ses jambes. Son épouse Yuan Weiqing serait très amaigrie. La mère de Chen ne peut se déplacer sans béquilles. Les effectifs de gardiens ont été renforcés. La police a menacé de sanctions les voisins s'ils parlaient. (*C.H.R.D.*, 16-18 février)

16 fév. Condamnation à trois ans et demi de prison d'un habitant de Chengdu (Sichuan), Huang Wenwei, qui s'était bagarré avec le personnel municipal après la démolition forcée de sa maison, le 30 mars 2011. Un mois avant le jugement, un tribunal local avait reconnu que la destruction du bâtiment était illégale. Mais apparemment, le fait n'a pas été pris en compte pour le verdict. (*Weiquanwang*, 16 février)

15 fév. Un signataire de la Charte 08, Gao Chulian de Xianning (Hubei), détenu depuis le 27 février 2011 pour avoir participé à Wuhan à une marche de la «révolution de jasmin» et «organisé des partis politiques», a été libéré sous caution. (*C.H.R.D.*, 15 février)

15 fév. Une activiste de la capitale, Wang Yuqin, doit effectuer pour «trouble de l'ordre public» 21 mois de rééducation par le travail et non six, comme annoncé auparavant. Membre de Civil Rights & Livelihood Watch, elle avait déployé beaucoup d'énergie en faveur de son époux, Yang Qiuyu, lui-même condamné à deux ans de rééducation pour avoir participé au mouvement de la révolution de jasmin au printemps 2011. (*Civil Rights & Livelihood Watch*, 15 février)

11 fév. Information sur l'incarcération depuis une semaine environ de Qin Yongmin, militant des droits civiques de Wuhan (Hubei). Qin a participé au Mouvement du Mur de la démocratie (1979) et figure parmi les fondateurs du Parti Démocratique (interdit). Il a passé plus de vingt ans en prison. Il en était sorti en novembre 2010 après une peine de douze ans pour «subversion du pouvoir d'État». (*C.H.R.D.*, 11 février)

10 fév. Un tribunal intermédiaire de Hangzhou (Zhejiang) a condamné le dissident Zhu Yufu à sept ans d'emprisonnement pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» et à trois ans de privation de droits civiques. Zhu Yufu a décidé de faire appel. Zhu Yufu avait écrit un poème où il appelait le peuple à prendre ses affaires en main, ce qui avait justifié son arrestation le 5 mars 2011. Cofondateur du parti démocrate (interdit), il avait été condamné à sept ans de prison en 1999 puis à deux ans en 2007. Il est le quatrième condamné à une longue incarcération après le mouvement de la «révolution de jasmin» pour incitation à la subversion du pouvoir d'État»². (*Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie*, 10 février)

² Rappel : Chen Wei, condamné le 23 décembre à neuf ans de prison ; Chen Xi, condamné le 26 décembre à dix ans ; Li Tie, condamné le 18 janvier, à dix ans.

- 10 fév.** **Arrestation du militant anti-corruption de Mongolie intérieure Ma Weiquan**, pour raison non précisée. Deux jours plus tôt, la police avait confisqué ses papiers d'identité alors qu'il se rendait dans la capitale. Lors d'une précédente détention, Ma avait mené une grève de la faim de sept jours qui l'avait profondément affaibli. (*Human Rights Campaign in China*, ; *Civil Rights & Livelihood Watch*, 20 février)
- 3 fév.** **Les bureaux religieux de Wugang (Hunan) imposent, avant inscription sur les registres scolaires, que les parents signent un engagement de ne pas participer à des «activités de culte perverses»** telles que celle du Falungong ou des églises souterraines. Cette obligation enfreint à la fois la liberté d'accès à l'éducation et la liberté de croyance, inscrites dans la Constitution. Dix mille familles auraient signé le texte. (*C.H.R.D.*, 3 février)
- 22 janv.** **Condamnation à dix-huit mois de rééducation par le travail de Zhao Zhenfa, un pétitionnaire du Liaoning**, probablement pour avoir organisé une réunion de pétitionnaires à l'occasion du Nouvel An chinois et pour avoir dénoncé devant des journalistes l'incarcération de pétitionnaires dans des prisons clandestines. En 1974, Zhao Zhenfa avait été condamné à mort avec sursis par un tribunal de Shenyang pour «crimes contre-révolutionnaires» ; il était resté incarcéré jusqu'à 1981. En 2000, il fut condamné à trois ans de prison pour ses activités de pétitionnaire. (*Weiquanwang*, 23 février)

AVOCATS . APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

- 23 fév.** **Le ministère de la Sécurité publique et la Cour Suprême envisage, dans une note datée de ce jour de punir de la peine capitale les fabricants d'huile «de poubelles»** (huile récupérée par cuisson des déchets de restaurants). Depuis août 2011, la police a repéré une centaine de production et arrêté quelque huit cent suspects liés à cent trente cinq enquêtes. (*Xinhua*, 23 février)
- 17 fév.** **Un tribunal de Qingdao (Shandong) a condamné à dix ans de prison un individu qui diffusait à des fins commerciales des photos et des vidéos pornographiques** ainsi que des nouvelles licencieuses. La diffusion s'opérait à partir d'un serveur des États-Unis. (*Xinhua*, 17 février)
- 17 fév.** **La pétitionnaire du Hunan He Wulian est victime de tortures au camp de Zhuzhou.** Elle y subit une peine d'un an de rééducation pour avoir pétitionné en juillet 2011 à Beijing. Selon une de ses amis pétitionnaires, elle aurait subi pendant quatre jours de suite le supplice du «banc du tigre». (*C.H.R.D.*, 17 février)
- 14 fév.** **Selon un rapport de la Cour suprême, les tribunaux ont en 2011 condamné 74.670 délinquants**, impliqués dans 69.244 dossiers liés à la drogue. Un quart des délinquants ont été condamnés à des peines sévères (mort, prison à vie ou plus de cinq ans). (*Xinhua*, 14 février)
- 2 fév.** **L'avocat Mo Shaoping, qui devait rencontrer la chancelière Angela Merkel lors d'un dîner, a été invité par des agents de la Sécurité à rester chez lui**, afin de respecter l'impératif de «stabilité» qui doit prévaloir jusqu'à la tenue du XVIII^e congrès du parti à l'automne. Défenseur du prix Nobel emprisonné Liu Xiaobo, Mo Shaoping a pris en charge nombre de dossiers sensibles (dissidents, membres du Falungong) et s'est prononcé contre la peine de mort. (*C.H.R.D.*, 3 février)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL.

- 28 fév.** **Une explosion survenue dans une usine chimique du district de Zhaoxian (Hebei) a fait seize morts et quarante-trois blessés.** (*Xinhua*, 29 février)
- 25 fév.** **Fin d'un conflit de six jours menés à Yichang (Hubei) par des retraités du groupe**

Gezhouba, entreprise dominante dans le chantier des Trois Gorges du Yangzi. Les ouvriers avaient bloqué le trafic routier ; ils contestaient le mode de calcul de leur retraite, différente selon la date de cessation de travail, ainsi que le dispositif de prise en charge médicale et le coût de l'eau et de l'électricité. (*Xinhua*, 25 février)

20 fév. **L'explosion survenue dans l'usine métallurgique Angang, située à Anshan (Liaoning) a fait 13 morts.** Cette usine est l'une des plus grandes unités de construction mécanique du pays. (*Xinhua*, 21 février)

16 fév. **Un accident survenu dans une mine de Leiyang, près de Nanyang (Hunan), a fait quinze morts.** (*Xinhua*, 16 février)

15 fév. **Le relèvement du salaire minimum dans la région autonome du Guangxi a fait passer celui-ci de 820 yuan à 1.000 yuan (120 euros environ) dans les villes les plus favorisées ;** de 565 à 690 yuan (77 euros) dans les agglomérations les plus pauvres. Dans la province du Guangdong, les chiffres sont souvent supérieurs : 1.500 (165 euros) à Shenzhen. L'objectif officiel est d'élever chaque année le salaire minimum de 13% dans les trois années prochaines. (*Xinhua*, 15 février)

15 fév. **Selon le ministère des Ressources Humaines et de la Sécurité Sociale, quatorze mille entreprises au moins étaient en retard pour le versement des salaires** à des travailleurs migrants à la date du 13 janvier 2012. (*Xinhua*, 15 février)

14 fév. **Confirmation officielle qu'une douzaine d'enfants n'ayant pas atteint l'âge légal de travail (16 ans) étaient employés dans une usine électronique de Suzhou (Jiangsu).** D'après l'enquête, certains des enfants semblaient avoir neuf ans et travaillaient douze heures par jour. La minorité Yi, à laquelle ils appartenaient, vit dans des régions montagneuses très pauvres ; elle est particulièrement vulnérable au trafic d'enfants. (*C.L.B.*, 14 février)

14 fév. **Grève de plus de cinq mille ouvriers dans l'usine sidérurgique Hanzhong (Shaanxi).** Ils protestent contre la durée du travail qui s'étend aux week-ends et aux jours fériés et contre le niveau des salaires (entre 1.000 et 1.500 yuan, soit 110 à 165 euros). Le défilé du lendemain s'est heurté à la police. Une douzaine d'ouvriers ont été arrêtés. (*China Labour Bulletin*, 17 février)

11 fév. **Grève de plusieurs milliers d'ouvriers dans les usines de ChinMei Optoelectronics à Ningbo (Zhejiang),** relevant de la firme taiwanaise Foxconn. Du 4 au 6 février, arrêt de travail de plus de mille ouvriers à l'usine Altusvia Energy de Taicang (Jiangsu) parce qu'ils n'avaient pas reçu les primes de fin d'année. (*R.F.A.*, 6 février ; *Molihua*, 13 février)

3 fév. Une explosion de gaz survenue dans la mine de charbon Diaoyutai de la ville de Yibin du district de Julian (Sichuan) a fait treize morts et un disparu. (*Xinhua*, 4 février)

CONFLITS DE MASSE. CONDITION PAYSANNE. ÉVICTIONS FONCIÈRES.

18 fév. **Suspension du secrétaire du parti et de deux de ses adjoints dans le village de Wanggang (Guangdong).** Ils avaient gagné d'énormes sommes sur des réquisitions et reventes de terrains, ce qui avait provoqué la colère des paysans, à l'image des manifestations survenues en fin 2011 à Wukan (*voir le bulletin de décembre 2011*).

Les villageois avaient combattu en vain plusieurs années pour faire reconnaître leur droit et obtenir l'annulation des cessions de terrains. Ils ont obtenu au moins partiellement satisfaction après avoir manifesté à Guangzhou devant les bâtiments de l'assemblée provinciale. (*South China Morning Post*, 18 février)

- 15 fév.** **Les employés du parc forestier Guanyin, à Zhangmutou (Guangdong) ont affronté un millier de policiers** et de personnels administratifs locaux, dans le dessein d'arrêter la construction d'un gazoduc. Il y eut quarante-sept arrestations. Treize personnes sont restées en détention. *(Canyu, 16 février)*
- 13 fév.** **Plusieurs centaines de paysans du village de Dadun, agglomération de Xintang, près de Guangzhou (Guangdong), protestent contre l'accaparement sans indemnité de terres de leur coopérative.** Le même jour, les villageois de Panhe (Zhejiang) ont chassé des responsables locaux qui auraient revendu leurs terrains à des industriels. *(Molihua, 4-15 février ; Epoch Times, 13 février)*
- 13 fév.** **Un millier de personnes s'en prennent aux bâtiments municipaux pour protester contre des réquisitions de terrains** et des destructions de logements à Nantong (Jiangsu). De nombreux journalistes sont venus couvrir le conflit et interroger les protestataires? La police est intervenue pour prévenir ces contacts cependant que les cadres locaux plaçaient nombre de villageois sous surveillance permanente. *(C.H.R.D., 24 février)*
- 11 fév.** **Les villageois de Wukan (Guangdong) ont voté pour désigner cent-sept délégués et sept chefs de groupe.** Il y avait 7.728 électeurs inscrits. Ils avaient voté le premier février pour désigner un comité indépendant pour l'organisation du scrutin, dont plusieurs membres n'appartenaient pas au parti communiste. Le comité avait imposé de présenter cent parrainages pour les candidatures de chef de groupe, et cinquante, pour les simples délégués. Des volontaires ont aidé les analphabètes à voter. Plus de 80% des inscrits ont voté. Les chefs de groupe n'ont pas été désignés car aucun des candidats n'avait obtenu la moitié des suffrages. *(Xinhua, 11 février ; Quotidien du peuple, 2 février)*
- 4 fév.** **Un millier de paysans ont détruit un bureau de démolition et chassé les deux cents ouvriers envoyés pour détruire le village de Dongfeng,** district de Qiaokou, près de Wuhan (Hubei). Six d'entre eux ont été gravement blessés. Deux jours plus tôt, la police avait dispersé un millier de villageois de Hengli, près de Dongguan (Guangdong) qui protestaient depuis la fin décembre contre la mise en vente secrète de terrains. Elle a arrêté quatorze d'entre eux. *(R.F.A., 3-6 février)*

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

De février 2009 au 20 février 2012, on compte au moins vingt-cinq suicides de Tibétains, tant la région autonome que dans les zones tibétaines du Qinghai et du Sichuan. Nous ne citons ici que les événements le plus marquants. Depuis la mi-janvier, les sites internet sont très perturbés ou inaccessibles dans un rayon de cinquante kilomètres autour de Serthar (Sichuan). Les journalistes étrangers ne peuvent se rendre au Tibet ni rendre compte des manifestations survenues dans des communautés tibétaines extérieures à la région autonome.

- 19 fév.** **Suicide par le feu d'un moine de 18 ans** dans le district d'Aba (Sichuan). Un millier de personnes ont défilé devant le corps avant les funérailles organisées dans le monastère bouddhiste. *(Kyodo, 20 février)*
- 15 fév.** **Arrestation du journaliste Gagkye Drubpa Kyab à Serthar (Sichuan).** *(Reporters sans Frontières, 23 février)*
- 13 fév.** **Suicide par le feu du moine Lobsang Gyatso (19 ans) du monastère Kirti** dans la préfecture Ngaba (Sichuan). Il a été emmené par la police. Le 11, mort après suicide par le feu de la nonne Tenzin Choedron (18 ans), du couvent Mamo de la préfecture Ngaba. Le 9 février, suicide par le feu d'un moine non identifié dans le district Chenduo de la préfecture Yushu (Qinghai). La veille, suicide par le feu d'un ancien moine Rigdzin Dorje (19 ans) devant l'école primaire du district Ngaba (Sichuan). Le 3 février,

dans le village Phuwu du district Serthar (Sichuan), trois suicides par le feu, dont au moins un décès. (R.F.A., 4 au 14 février ; Xinhua, 13 février)

- 11 fév.** **Manifestation à Kardze (Sichuan), dispersée par la police.** Dans le même district, à Zame et dans celui de Dege, à Nangdo, deux bâtiments ont été incendiés au milieu du mois. Le 8 février, quatre cents moines marchent sur douze kilomètres pour demander la libération de prisonniers à Chenduo (préfecture de Yushu au Qinghai) cependant qu'un millier de manifestants se rassemblent à Nangqian, dans la même préfecture. (R.F.A., 7 à 11 février)
- 9 fév.** **La police a tué par balle le moine Yeshe et son frère** alors qu'ils se rendaient à une manifestation dans le district Luhuo, à Kardze (Sichuan) pour protester contre la domination chinoise. (R.F.A., 12 février)
- 2 fév.** **Pour prévenir des manifestations en mémoire des émeutes du 14 mars 2008, les autorités ont décidé d'imposer à compter du premier mars le port de documents d'identification** pour tout Tibétain du Sichuan, du Qinghai, du Gansu et du Yunnan à l'entrée de la Région autonome. (Xinhua, 7 février)
- Déc 2011.** **Condamnation de l'écrivain Tsering Norbu à deux ans de prison pour la publication d'un livre sur les manifestations de 2008 au Tibet.** (R.S.F., 23 février)

QUESTION OUIGHOURE

- 28 fév.** **Un affrontement armé survenu sur un marché de Karjilik (Yecheng en chinois) a fait dix morts dans la population et deux parmi les attaquants**, selon l'agence Xinhua qui qualifie l'incident « d'attaque terroriste ». Les faits – dont il existe plusieurs versions - n'ont pu être vérifiés dans cette région reculée ; Yecheng se trouve à quelque 150 km de la frontière du Cachemire. À Peshawar (Pakistan), une Chinoise aurait été tuée en représailles le même jour. Accusé d'avoir organisé l'incident, le Congrès Mondial Ouïghour affirme qu'il s'est toujours prononcé pour la non-violence dans la recherche d'une solution au Turkestan oriental. (W.U.C., 1 mars ; Associated Press of Pakistan, 29 février ; Xinhua, 28 février)
- 15 fév.** **Début d'un cycle de conférences publiques destinées à gagner la population du Xinjiang à la politique religieuse officielle** et à décourager les pratiques religieuses « illégales ». Les réunions se tiendront toute l'année ; chaque village sera touché. Il s'agit officiellement d'écarter les tendances à l'islamisme radical qui seraient liées au nombre croissant d'incidents violents. (Xinhua, 15 février)
- 30 janv.** **Les autorités régionales vont recruter huit mille policiers à destination de chacun des villages du Xinjiang.** Ils effectueront des patrouilles, contrôleront les mouvements migratoires et mettront un terme aux « activités religieuses illégales ». (Xinhua, 30 janvier)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 22 février.** Le journal pro-Beijing de Hongkong Ta Kung Pao estime fortement exagérées les estimations de IHS Jane, organisme spécialisé dans l'étude des problèmes militaires, selon lesquelles le budget de la défense chinois atteindrait 238,2 milliards de dollars en 2015 et la croissance annuelle des dépenses militaires serait de 18,75 % dans les cinq prochaines années. (Ta Kung Pao, 22 février)

- 18 fév. Les autorités de Mongolie intérieure ont mis fin à 467 projets miniers illégaux en 2011, pour des raisons de sécurité du travail et de protection de l'environnement. Elles ont demandé à 887 mines de suspendre leur activité et ont fermé définitivement 73 exploitations. C'est en Mongolie intérieure que se trouvent les plus importantes ressources charbonnières du pays (770 milliards de tonnes) ; s'y ajoutent le minerai de fer et les gisements de terres rares. (Xinhua, 18 février)
- 17 fév. 54,5% des exploitations paysannes utilisent des machines agricoles, - 2,2% de plus qu'en 2010. (Xinhua, 17 février)
- 16 fév. Selon le ministère des ressources hydrauliques, la consommation annuelle d'eau s'élève à 600 milliards de mètres cubes, soit les trois quarts des ressources nationales disponibles. La consommation par tête correspond à 28% de la moyenne mondiale. Deux-tiers des villes souffrent d'un approvisionnement insuffisant et trois cent millions de ruraux n'ont pas accès à l'eau potable. Il manquerait chaque année cinquante milliards de mètres cubes. (Xinhua, 16 février)
- 13 fév. La région autonome du Tibet a accueilli 8,7 millions de touristes en 2011, ce qui correspond à une progression annuelle de 26,9%. Le nombre des touristes étrangers s'élève à 270.000. (Xinhua, 13 février)
- 2 fév. En 2011, le ministère de la Santé a recensé 8.324 cas d'empoisonnements alimentaires, - 13% de plus qu'en 2010. 137 personnes en sont mortes, soit 14% de moins. (Xinhua, 2 février)
- 1 fév. Les échanges commerciaux du Tibet ont augmenté de 62,53 % en un an, selon les douanes de la région autonome. Le Népal est le principal partenaire (40% du total). Les exportations du territoire se composent notamment de laine, de tapis et de champignons à usage pharmaceutique. (Xinhua, 1 février)
-

SORTIE DE DEUX FILMS CHINOIS DE WANG BING

Deux films intéressants du réalisateur Wang Bing sur la répression qui a suivi le mouvement dit des cents fleurs (1957-1958) et sur les conditions de vie épouvantables, aggravées par la famine, dans les camps de travail, notamment dans celui de Jiabiangou (1960-1961) situé au Gansu, aux confins du Xinjiang et de la Mongolie.

Le premier, FENG MING, CHRONIQUE D'UNE FEMME CHINOISE, (2007) relate sous forme d'un long entretien, l'aventure personnelle tragique d'une journaliste qui avait de bonne foi participé avec son époux au mouvement de critique des autorités et qui s'est trouvée condamnée à des travaux forcés, loin de son mari, envoyé et décédé à Jiabiangou. (186 minutes)

Le second, LE FOSSE, (2010) est une fiction à caractère documentaire sur la vie et la mort à Jiabiangou, jusqu'à la fermeture du camp. Le réalisateur s'est manifestement inspiré de l'histoire de He Feng Ming qu'il avait tournée trois ans plus tôt. (109 minutes)

Cinéma Le Nouveau Latina, 20 rue du Temple, 75004 Paris, - à partir du 7 mars pour Feng Ming et à partir du 14 mars pour le Fossé.

EXPOSITION DES PHOTOS DE AI WEIWEI

L'architecte, photographe, blogueur et cybernaute Ai Weiwei, critique social, esprit indépendant et fils d'un poète célèbre, expose pour la première fois à Paris. Les photographies et vidéos illustrent son combat pour la liberté d'expression et la créativité provocatrice

Ai Weiwei a été victime, comme plus de cent autres dissidents, victime de la répression du mouvement dit de la «révolution de jasmin» au printemps de l'année dernière. Il est resté détenu du 3 avril au 22 juin, date de sa libération sous caution.

L'exposition Entrelacs se tient du 21 février au 29 mai à la salle du Jeu de Paume, 1 Place de la Concorde, de mardi à dimanche à partir de 11 h ; le mardi jusqu'à 21 h ; les autres jours, jusqu'à 19 h00.

ENCORE UNE FOIS SUR LE DIALOGUE EUROPE-CHINE

Encore une fois sur le (lamentable) dialogue Europe-Chine

Un quatorzième sommet Chine-Europe s'est tenu à Beijing le 14 février 2012. Puisqu'il s'agissait d'un sommet, l'Europe avait délégué ses deux champions : Van Rompuy, président du Conseil européen et Barroso, président de la Commission, tous deux connus pour leur combativité et leur pugnacité. En face d'eux, le premier ministre Wen Jiabao.

Il s'agissait de parler de tout et pas seulement des droits de l'homme. Donc sur les trente et un points du communiqué final, un seul aborde le sujet. Tous les autres alinéas se réjouissent des progrès accomplis de part et d'autres et de ceux qui ne manqueront pas de survenir bientôt, dans la langue suave, souriante et compréhensive qui permet de ne faire aucune vague, de signer et de retourner chez soi.

Voyons enfin le point 6 qui traite de notre sujet :

Les deux parties ont souligné l'importance de la promotion et de la protection des droits de l'homme et l'état de droit. Elles gardent comme objectif le renforcement du dialogue et de la coopération Union européenne-Chine fondés sur l'égalité et le respect mutuel ; elles se déclarent prêtes à œuvrer ensemble pour des progrès constants en ce domaine. Les deux parties ont confirmé leur engagement de coopérer avec les institutions des Nations unies relatives aux droits de l'homme.

Peut-on faire plus vide et plus plat ? Les deux côtés sont donc d'accord sur l'ensemble et tout ne peut aller que de mieux en mieux.

Dans sa déclaration devant la presse, libre des contraintes de l'écrit, le président de la Commission allait-il montrer un peu plus de pugnacité ? Il n'en a rien été : le sujet des droits de l'homme n'a pas été évoqué. Pas une phrase, pas un mot, pas même une allusion. Si Ben Ali ou Moubarak s'étaient rendus à Beijing, leurs dialogues se seraient terminés par des textes de la même eau, sirupeuse et inutile. Il semble à ce point malséant pour nos dirigeants de Bruxelles d'affirmer les convictions et les espérances démocratiques de l'Europe qu'on peut à bon droit s'interroger sur leur légitimité morale.

BIBLIOGRAPHIE.

China 2030 : Building a Modern, Harmonious, and Creative High-Income Society. Document publié conjointement par la banque mondiale et par le centre de recherche sur le développement du gouvernement chinois. 27 février 2012, 468 pp.

En anglais, accessible sur le site : <http://www.worldbank.org/en/news/2012/02/27/china-2030-executive-summary>

World Report 2012. Human Rights Watch. En anglais, accessible pour la Chine sur le site : <http://www.hrw.org/world-report-2012/world-report-2012-china>

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Époque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiwan Wang, Wen Wei Po.

APPEL A COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication qui devient essentiel ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.

POUR PRENDRE CONTACT,
écrire à :

communication@ldh-france.org
en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».